CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5041 -MARDI 2 JUILLET 2025

Le gouverneur répondant aux médias(visioconférence)/Adiac

ZONE CÉMAC

La BEAC veut pallier la pénurie des pièces de monnaie

Trois mois après la mise en circulation d'un premier lot de nouvelles pièces de monnaie, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) va injecter 500 millions de francs CFA pour pallier la pénurie persistante d'especes sur le marché sous-régional et lutter contre l'inflation, a annoncé son gouverneur, Yvon Sana Bangui, à l'issue de la seconde session ordinaire du comité de politique monétaire de l'institution financière communautaire.

Des initiatives sont également mises en place pour faciliter la circulation de ces pièces. Le gouverneur a dans ce sens invité les banques des six pays membres de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale à servir leur clientèle.

Page 16

PORT DE POINTE-NOIRE

Un milliard d'euros d'investissement envisagé à l'horizon 2027

L'équipe d'AGL présente à la 5e REF/DR

Africa Global Logistics (AGL) a annoncé, lors de la Rencontre des entrepreneurs francophones (REF) qui s'est tenue du 26 au 28 juin à Brazzaville, pouvoir investir près d'un milliard d'euros dans le port de Pointe-Noire pour la période 2009-2027. Les investissements d'AGL, à travers sa filiale Congo Terminal, ont permis de transformer la plateforme portuaire de Pointe-Noire dans les infrastructures et l'acquisition d'équipements de pointe. Pour accompagner la croissance des échanges et renforcer son rôle stratégique, l'entreprise développe un nouveau terminal au Môle Est qui rentrera en service en 2027 et permettra d'accueillir les plus grands navires du monde.

Page 15

Éditorial

Ajuster

Page 2

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les agences onusiennes saluent les actions menées en 2024

Dans un rapport annuel 2024 présenté le 30 juin à Brazzaville, les agences du système des Nations unies en République du Congo ont salué les résultats obtenus dans le cadre de l'aide au développement. D'après le coordonnateur résident des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, l'année 2024 a été marquée par une mobilisation exceptionnelle des agences onusiennes autour de trois priorités majeures, à savoir la jeunesse, le climat et la cohérence de l'action collective à travers les zones de convergence. Le rapport relève également que 17000 personnes ont obtenu des actes de naissance ; 12000 jeunes ont été sensibilisés à la santé sexuelle et reproductive et 2100 cas de violences basées sur le genre officiellement signalés, tandis que 314 femmes victimes de violences ont reçu un soutien direct.

Au milieu, le coordonnateur résident entouré de ses partenaires et de la représentante du gouvernement

Page 5

DIPLOMATIE

An Qing, nouvel ambassadeur de Chine au Congo

Quatre mois après le décès de Li Yan, l'ambassade de la République populaire de Chine au Congo a une nouvelle ambassadrice, AN Qing, qui est arrivée à Brazzaville le 29 juin. La diplomate chinoise a été accueillie à son arrivée par le secrétaire général adjoint aux Affaires étrangères et chef du département Asie, Océanie, Pacifique et Moyen-Orient, Adrien Tsioula. Elle s'est dite honorée de son accréditation au titre de 17e ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de son pays et a exprimé sa volonté de travailler avec la partie congolaise pour approfondir la coopération pragmatique entre la Chine et le Congo et porter l'amitié sino-congolaise à des niveaux toujours plus élevés.

AN Qing et Adrien Tsioula

ÉDITORIAL

Ajuster

L'ajustement de l'écosystème de l'enseignement supérieur aux besoins de développement du Congo est le principal leitmotiv des assises sur l'employabilité et l'entrepreneuriat qui se tiennent en ce moment à Brazzaville. Il est question d'adopter une culture universitaire axée sur la professionnalisation des formations en intégrant de nouveaux cursus.

Les parties prenantes dont le patronat congolais vont sceller un nouveau pacte visant à combler le fossé entre la formation et les exigences du marché du travail. En effet, l'inadéquation entre les compétences que les étudiants acquièrent au cours de leurs études et les besoins sur le terrain rend difficile leur adaptation à l'environnement professionnel.

On note, d'ailleurs, que les étudiants des établissements d'enseignement supérieur public et privé prennent part aux travaux. Une manière de leur permettre de faire des propositions sur des défis majeurs auxquels ils sont confrontés dans leur volonté d'entreprendre et d'exercer une activité professionnelle indépendante.

L'on espère que ces assises seront le point départ d'une institutionnalisation des mesures de soutien à l'entrepreneuriat et à l'employabilité. Dans une société congolaise en mutation, les étudiants deviennent ainsi acteurs de la croissance économique du pays.

Les Dépêchs de Brazzaville

AUTRICHE

Les Congolais réunis dans l'Amicale bana Congo-Brazzaville

Originaires de la République du Congo, étudiants, stagiaires et autres résidents en Autriche adhèrent à l'Amicale bana Congo-Brazzaville (ABCBA) présidée par Rock Crépin Mfany.

Rock Crépin Mfany invité par une association amie lors d'une activité culturelle/DR

Déjà répertoriée dans les statistiques de l'ambassade de la République du Congo en Allemagne dont l'Autriche dépend juridiquement, l'ABCBA a été créée en janvier 2008. L'existence de cette structure a été révélée à la population congolaise à l'occasion de la mission gouvernementale réalisée par les ministres Jean-Marc Thystère-Tchicaya et Rosalie Matondo, en présence de l'ambassadeur Edith Itoua, du 22 au 26 juin, à Vienne. L'ABCBA compte en son sein près d'une cinquantaine de membres respectueux des statuts et du règlement intérieur. Elle a pour buts de conserver et de renforcer le lien social entre Congolais ; de promouvoir la culture issue de la diversité des 342 000 km^2 ; d'aider et de s'entraider entre membres ; d'apporter assistance aux primo-arrivants et à ceux des membres qui ressentent le besoin d'un éventuel accompagnement.

L'amicale revendique, à ce jour, la facilitation de l'installation des primo-arrivants en Autriche ; l'assistance de ses compatriotes face aux difficultés de la vie courante et l'organisation de retrouvailles patriotiques. Pour cette année, elle compte organiser les festivités de la fête nationale, le 15 août.

Toutes ces actions seront mieux menées dès que l'ambassade de la République du Congo à Vienne ouvrira ses portes. *« Cette représentation diplomatique nous permettra de mieux mutualiser nos efforts de solidarité entre membres de l'amicale afin de participer au développement de notre pays chevillé au corps pour la plupart d'entre nous »,* aime préciser le président de l'ABCBA.

Marie Alfred Ngoma à Vienne, Autriche

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC :Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité :Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service),
Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

GOUVERNANCE FORESTIÈRE

La société civile dénonce les autorisations provisoires

Les organisations de la société civile parties prenantes à la gestion durable des forêts ont rendu publique, par voie de presse, une note de position dans laquelle elles appellent à l'annulation « des titres illégaux » accordés à certaines sociétés forestières.

« Le gouvernement congolais avait signé entre les années 2004 et 2008 des conventions d'aménagement et de transformation industrielle et des conventions de transformation industrielle avec des sociétés forestières suivantes : Société de prestation import-export; Congo Dejia Wood industry; Société d'exploitation forestière Yuan Dong; Société industrielle et forestière du Congo ; Société sino Congo forêts d'une durée de 15 ans », a rappelé la directrice exécutive de l'Observatoire congolais des droits de l'homme, Nina Cynthia Kiyindou Yombo, donnant lecture de la note de position des organisations de la société civile.

Nina Cynthia Kiyindou Yombo, donnant lecture de la note de position des organisations de la société civile/Adiac

Par ailleurs *« Lesdites conventions sont arrivées à échéance. Cependant, ces sociétés poursuivent leurs activités d'exploitation forestière sur la base des autorisations provisoires de mise en valeur des unités forestières d'aménagement, délivrées par le ministère de tutelle »*, ont constaté les organisations de la société civile. Elles ont souligné que la nature des titres de reconduction qui ne sont que de simples lettres met en exergue le caractère illégal.

Dans le but de contribuer à la résolution du problème, ces organisations ont formulé des recommandations, entre autres, évaluer toutes les conventions qui sont arrivées à terme selon les dispositions de l'article 175 du code forestier ; annuler pour illégalité toutes les lettres unilatérales d'autorisation adressées par le ministère du tutelle aux sociétés forestières dont les titres sont arrivés à échéance ; prendre des avenants, après évaluation pour les cas positifs, en Conseil des ministres et signés par les deux parties, assortis de cahier de charges général et particulier.

Rominique Makaya

SECTEUR AGRICOLE

Le Congo doté d'un document stratégique d'identification des compétences

Le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Pascal Robin Ongoka, a clôturé, le 26 juin à Brazzaville, les travaux de l'atelier de présentation et de validation de la stratégie de développement de compétences sectorielles dans le cadre du Projet de développement intégré des chaînes de valeur agricoles (Prodivac) sous financement de la Banque africaine de développement (BAD).

L'atelier a permis de rassembler les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs, de s'approprier les recommandations du document stratégique, et de renforcer le leadership de la plateforme collaborative.

Au cours des échanges interactifs, les participants ont discuté sur des contenus du document stratégique relatif au développement des compétences. Ils se sont prononcés sur les données et orientations proposées et ont émis des recommandations stratégiques. Pour finaliser, enrichir et valider ce document, ils ont également recueilli les contributions et observations des institutions, des partenaires sociaux, des organisations du système des Nations unies et des membres du comité de pilotage.

Selon la coordinatrice du Prodivac financé par la Banque africaine de développement et la représentante du Bureau international du travail (BIT) au Congo, Gloria Oket Ondako, les recommandations sont à la base des actions du document stratégique d'identification des compétences du secteur agricole. Ces réformes stratégiques renforcent le système de développement des compétences dans le secteur agricole. Elle a argumenté par la suite que les études menées d'octobre-novembre 2024 ont permis au BIT de mettre en place un outil de positionnement stratégique participant à l'élaboration des actions concrètes dans le secteur agricole au Congo. A travers cette étude, le BIT a accompagné la mise en place d'un mécanisme d'anticipation des métiers au Congo.

Gloria Oket Ondako a soutenu qu'avec la méthodologie STED du BIT implémentée au Congo, l'on peut grandir sur l'échéquier international, sous-régional, se doter des données qui éclairent la prise de décision sur les déficits des compétences dans le secteur agricole. *« (…) Cet atelier a été principalement l'occasion pour les participants de mieux comprendre l'élaboration du document stratégique. (…) Le secteur agricole prend un tournant décisif et doit jouer son rôle crucial dans le secteur économique de la République du Congo. (…) Nous manifestons ici notre fierté et tenons à féliciter notre partenaire, le BIT, pour avoir fait preuve d'abnégation et de détermination jusqu'à ce jour, en respectant les engagements pris dans le cadre de cette convention »,* s'est félicité le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture.

Les participants lors des travaux/Adiac

Validation du document stratégique

En septembre 2024, le projet était consacré au lancement de l'étude couplée à la particularité d'avoir un répertoire de métiers et d'emplois. A cette occasion, les parties prenantes étaient informés sur l'enjeu, les mesures, les compétences des métiers pour le secteur agricole. Ensuite, en janvier dernier, les parties prenantes avaient analysé les opportunités de croissance du secteur agricole, notamment dans la filière manioc ou maïs pour définir une vision prospective des besoins et compétences. Enfin, pour ce mois de juin, la particularité est le bouclage du processus, le partage et la validation du document stratégique relatif au développement des compétences dans le secteur agricole, en particulier pour les filières maïs et manioc.

« La méthodologie STED vise à évaluer les compétences disponibles, identifier les écarts existants par rapport aux besoins du marché du travail, à formuler des recommandations stratégiques pour renforcer le système et la formulation commerciale. On veut réduire l'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences, tout en favorisant la création d'emplois productifs mais également l'initiative STEP s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de développement intégré des chaînes de valeur agricoles, cultivables pour les filières de maïs, poissons et volailles financées par la Banque africaine de développement. La méthodologie STED est un outil développé par le BIT qui permet d'intégrer la dimension de la demande des compétences dans les politiques sectorielles afin de réduire le déséquilibre entre l'offre et la demande des compétences. Son objectif final est de favoriser l'accès à des emplois décents alignés sur les besoins spécifiques du secteur », a expliqué Gloria Oket Ondako, coordonnatrice du Prodivac/BIT-Congo.

Selon le Prodivac, plusieurs défis majeurs ont été relevés : la gouvernance et la coordination intersectorielle du système de formation pour l'agriculture, l'adéquation de l'offre de formation des métiers agricoles, la réduction des pénuries en compétences techniques entrepreneuriales, la modernisation des systèmes de production, la transformation et la commercialisation agricole, le financement adapté et accessible aux entreprises du secteur agricole.

« Le BIT voudrait rassurer le gouvernement de la République du Congo, ainsi que la Banque africaine de développement, principal bailleur du Prodivac, de son engagement à fournir un appui méthodologique de proximité à développer des solutions solides pour le domaine des compétences au profit des jeunes et des communautés vulnérables dans le secteur de l'agriculture », a poursuivi la coordonnatrice du Prodivac/BIT-Congo.

Précisons qu'au Congo, le secteur agricole demeure une préoccupation majeure, notamment dans le cadre stratégique du Plan national de développement 2022-2026. Ce plan vise à bâtir une économie diversifiée et résiliente en s'appuyant sur les secteurs porteurs : l'agriculture, l'artisanat et l'industrie. L'ambition est donc de faire de l'agriculture un levier de transformation capable de nourrir la population, de générer des ressources d'exploitation et de préserver le patrimoine naturel.

Fortuné Ibara

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

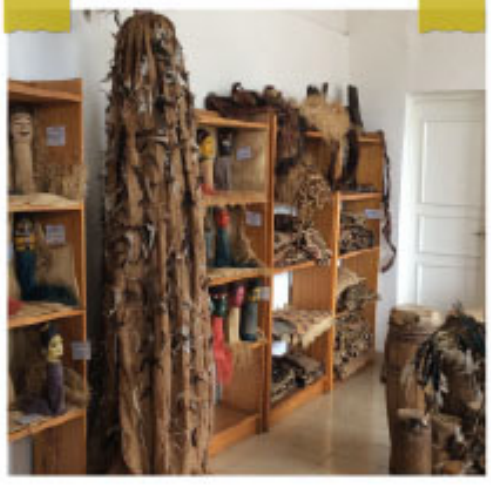
Musée du Bassin du Congo

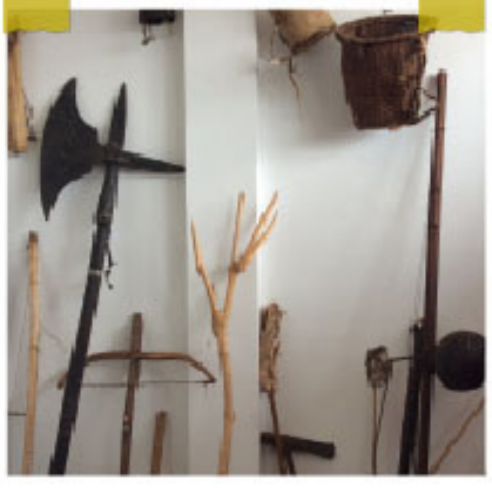
VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses expressions de la TRADITION à la MODERNITÉ

Expositions et projections :
- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

Horaires d'ouvertures :
Du Lundi au Vendredi : 9H-17H
Samedi : 9H-13H





Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

COOPÉRATION CONGO-NATIONS UNIES

Vingt réalisations phares dans quatre axes du cadre de coopération en 2024

En République du Congo, les Nations unies accompagnent l'Etat congolais dans la réalisation des priorités nationales à travers le cadre de coopération pour le développement durable (UNSDCF). Présentant les acquis à la presse, le 30 juin à Brazzaville, le coordonnateur résident des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, a indiqué que l'année 2024 a été marquée par une mobilisation exceptionnelle autour de trois priorités majeures : la jeunesse, le climat et la cohérence de l'action collective à travers les zones de convergence.

Selon les données en chiffres, dans les domaines de la gouvernance, des droits humains et de la protection sociale, 17 000 personnes ont obtenu des actes de naissance pour accéder aux services publics ; 12 000 jeunes ont été sensibilisés à la santé sexuelle et reproductive ; 2 100 cas de violences ayant pour base le genre ont été officiellement signalés et pris en charge ; 314 femmes victimes de violences ont reçu un soutien direct.

Dans le domaine de l'éducation et de l'autonomisation des jeunes, il en ressort que 46 661 enfants ont reçu des kits scolaires ; 128 511 ont bénéficié de repas scolaires ; 1101 enseignants ont été formés (une nouvelle génération de professeurs qui avaient pour objectif de transformer l'apprentissage dans les écoles) ; 8 453 élèves ont eu accès à l'apprentissage numérique via Congo learning passeport (70% des classes de Pointe-Noire ont été équipées de cours en ligne) ; 1 831 enfants déscolarisés ont retrouvé le chemin de l'école, offrant une seconde chance à toute une vie de jeunes apprenants ; 1000 jeunes entrepreneurs ont lancé leur entreprise par la création de dix nouvelles start-up chaque semaine, boostant l'économie locale.

Eau, assainissement et santé.

Sur le volet eau, 163 000 personnes ont désormais accès à l'eau potable. Toute la population d'Owando et de Dolisie, par exemple, a désormais un accès direct à une eau propre. Concernant les inondations survenues récemment à Brazzaville et ses environs, 6000 consultations médicales gratuites ont été réalisées auprès de la population ; 1000 familles réfugiées (soit 5 681 personnes) ont reçu des kits d'abris. Ainsi, 168 174 enfants ont reçu des suppléments en vitamine A.

S'agissant du volet santé, en 2024 plus d'un million d'enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite. Mettant un accent particulier sur le genre, 500 femmes vendeuses de rue ont été formées à la gestion de leur activité, contribuant à l'autonomisation des vendeuses dans les marchés de Brazzaville. L'année écoulée a vu également 39 878 femmes et hommes recevoir une thérapie antirétrovirale, avec à la clé une baisse de 18% des décès liés au sida.

La photo de famille/Adiac

Croissance économique et action climatique

Sur le front agricole, 45 hectares de manioc ont été plantés, l'équivalent de 85 terrains de football dédiés à la sécurité alimentaire. 450 mineurs artisanaux ont reçu une formation officielle. Des initiatives telles que 2 440 ont postulé à des stages et emplois via la plateforme Stagi.

Parlant des résultats clés, d'ici à 2026, selon le système des Nations unies au Congo, la population bénéficie d'un système de gouvernance amélioré sur les plans institutionnel, démocratique, des droits humains, administratif et économique, pour un développement inclusif et participatif, la consolidation de la paix et l'effort humanitaire… L'année a été marquée par plusieurs avancées notables, notamment dans le renforcement des institutions publiques, la participation citoyenne, l'amélioration du cadre juridique et l'accélération du processus de décentralisation. Des réformes ont été mises en œuvre pour améliorer l'efficacité de la gestion des finances publiques, lutter contre la corruption, garantir l'accès à la justice et moderniser l'appareil administratif. Cependant, des défis persistants, précisément l'insuffisance de ressources financières pour finaliser certaines réformes, la lenteur du processus de décentralisation et la nécessité de renforcer les capacités des acteurs locaux ont influencé la mise en œuvre des objectifs fixés (…).

Guillaume Ondze

INONDATIONS À BRAZZAVILLE

Les agences des Nations unies au chevet des sinistrés

Les agences du système des Nations unies au Congo ont apporté, le 30 juin, leur assistance aux sinistrés des inondations à Brazzaville dans le cadre de la prise en charge humanitaire d'urgence.

Deux membres du gouvernement dont la ministre des Affaires, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, et le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, ont réceptionné des mains du coordonnateur des agences du système des Nations unies, Abdourahamane Diallo, des kits alimentaires, d'hygiène et d'assainissement.

« Cette contribution témoigne de notre élan de solidarité pour assister les familles affectées », a fait savoir le diplomate onusien en saluant le fait que le Premier ministre a associé ces agences aux premières heures de la prise en charge des sinistrés dans le cadre de la réflexion des sous-commissions urgence et solution durable.

Le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM), Gon Meyers, a abondé dans le même sens en soulignant que ce don, qui n'est qu'une première étape de l'assistance humanitaire des agences du système des Nations unies, est la preuve d'un partenariat solide en faveur des vulnérables. C'est, en effet, le PAM qui coordonne l'assistance humanitaire desdites agences.

Remise symbolique de l'aide humanitaire des agences du système Nations unies au Congo/Adiac

Les deux membres du gouvernement ont salué le geste qui va aider à soulager les souffrances des sinistrés. *« 28 076 personnes sont en attente d'assistance. Nous comptons sur vous pour la suite »*, a déclaré la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire.

Il convient de souligner que le gouvernement, pour sa part, avait déjà lancé les opérations d'assistance humanitaire d'urgence en faveur des sinistrés. Elles se poursuivent notamment pour Talangaï, l'arrondissement le plus touché avec près de 5000 ménages. Le comité de crise mis en place à cet effet continue de travailler pour trouver des solutions quant au relogement des familles ayant perdu des habitations.

Rominique Makaya

Ecobank
La Banque Panafricaine

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Dans son projet d'optimisation de l'occupation de son siège social en vue de l'amélioration des conditions de travail de son personnel, Ecobank Congo souhaite s'attacher les services d'un ou plusieurs prestataires pour lui fourniture les équipements de Bureau des espaces à occuper énumérés dans le cahier de charge.

Ledit cahier des charges ainsi que le dossier de soumission sont disponibles à la Direction Juridique/Secrétariat du Conseil d'Administration, située au 2e étage du siège social, contre paiement d'un montant de ***cent mille francs CFA (100.000 FCFA).***

Les dossiers de candidature devront comprendre une offre technique et une offre financière, dûment signées et cachetées par le représentant légal du cabinet postulant. Ces offres devront être présentées en trois (3) exemplaires : Un (1) original et Deux (2) copies.

Les dossiers complets doivent être déposés au plus tard le vendredi 15 juillet 2025 à 16h00, date limite de réception des candidatures, auprès du Secrétariat de la Direction Générale, situé au 7e étage du siège social d'Ecobank Congo SA.

Chaque enveloppe devra porter les mentions suivantes : ***« APPEL D'OFFRES – FOURNITURE LES EQUIPEMENTS DE BUREAU ».***
A Monsieur le Directeur Général
ECOBANK CONGO SA,
BP : 2485 Centre-ville-Brazzaville, Immeuble ECOBANK CONGO
Tél. +242 05 200 62 62 / 06 719 01 01

Toute offre reçue au-delà du délai ci-dessus fixé ou en un lieu autre que le siège **social** de ECOBANK CONGO SA, sera rejetée.

ECOBANK CONGO
Directeur Général
B.P: 2485 BRAZZAVILLE

KOUAME Brou Olivier
Directeur Général

50e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DU MOZAMBIQUE

Le Congo présent à l'événement

Envoyé spécial du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lors des festivités marquant le cinquantième anniversaire de l'indépendance du Mozambique célébré avec faste, le 25 juin dernier, le ministre d'Etat Pierre Mabiala, accompagné de l'ambassadeur du Congo dans ce pays, Serge Bounda, a été reçu en audience par le président mozambicain Daniel Francisco Chapo.

Le séjour du ministre d'Etat Pierre Mabiala dans la capitale Maputo a débuté par l'audience au palais présidentiel où il a été reçu par le chef de l'Etat, Daniel Francisco Chapo. Il est allé transmettre au président mozambicain le message de son homologue congolais. *« Je suis porteur du message du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Les relations entre le Congo et le Mozambique datent de cinquante ans et le président Daniel Francisco Chapo a réaffirmé cela. Il faut travailler à renforcer ces relations, ces liens de coopération, de fraternité, d'amitié entre les deux pays, et entre les deux peuples et surtout entre nos deux chefs d'Etat, le président Denis Sassou N'Guesso et le président Daniel Francisco Chapo »*, a indiqué le ministre d'Etat.

Au cours de cette audience, Pierre Mabiala a transmis les félicitations du président Denis Sassou N'Guesso à son homologue Daniel Francisco Chapo, félicitations traduites par une œuvre d'art qui fait la promotion du travail bien fait et acharné.

Les deux hommes d'Etat brandissant la lettre du président Denis Sassou N'Guesso à son homologue mozambicain/DR

« Le président du Mozambique a montré qu'il tient le président Denis Sassou N'Guesso en très grande et haute estime. Il l'a dit et l'a réaffirmé plusieurs fois », a-t-il révélé.

Le président mozambicain et l'envoyé spécial de Denis Sassou N'Guesso ont évoqué également la candidature du Congolais Firmin Edouard Matoko à la direction générale de l'Unesco. A propos, Pierre Mabiala a indiqué: *« Nous avons évoqué la question sur la candidature du Congolais Firmin Edouard Matoko à la direction générale de l'Unesco, et ce qui est très agréable à vous révéler, c'est que le Président Daniel Francisco Chapo a dit que le candidat du président Denis Sassou N'Guesso c'est son candidat à lui. Donc le candidat Firmin Edouad Matoko, c'est le candidat du président Daniel Francisco Chapo. Non seulement le Mozambique votera pour notre compatriote Matoko, en plus il a dit que ce pays va aussi se constituer en directeur de campagne en utilisant tous les mécanismes diplomatiques pour faire valoir la candidature du Congo, mais qui est en réalité la candidature du Mozambique »*.

Notons que les quatre jours du ministre d'Etat Pierre Mabiala à Maputo ont pris fin par sa participation au dépôt de fleurs à la place des héros du Mozambique et sa présence à la parade militaire qui a bouclé les festivités marquant le cinquantenaire de ce pays.

Bruno Zéphirin Okokana

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT

Relever les défis en matière de développement durable

Les dirigeants du monde sont réunis à Séville, en Espagne, depuis le 30 juin, dans le cadre de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement. Une rencontre cruciale visant à repenser les mécanismes de financement en faveur du développement durable à l'échelle mondiale.

Le sommet qui se tient jusqu'au 3 juillet intervient dans un contexte marqué par des crises économiques, climatiques et géopolitiques croissantes. Des chefs d'État, ministres des finances, représentants d'organisations internationales, acteurs du secteur privé et membres de la société civile échangent autour des solutions pour combler le déficit de financement estimé à plus de 4 000 milliards de dollars par an pour atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Réformer l'architecture financière mondiale

Parmi les priorités, figure la réforme de l'architecture financière internationale, jugée inadaptée aux défis actuels. Plusieurs pays du Sud ont plaidé pour un système plus équitable, réclamant l'allègement de la dette, l'élargissement de l'accès aux financements concessionnels, et une meilleure représentation dans les institutions financières multilatérales. *« Il est temps d'agir avec audace pour mettre en place un nouveau pacte financier mondial capable de répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Nous avons besoin d'un système fiscal plus juste, conçu par tous et non par quelqu'un »,* a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, dénonçant un ordre économique dominé par une poignée d'acteurs.

Mobiliser les ressources nationales

Les conférenciers ont également insisté sur la nécessité de renforcer la mobilisation des ressources domestiques, notamment à travers une fiscalité plus juste et efficace, et de lutter contre les flux financiers illicites qui privent chaque année les pays en développement de milliards de dollars.

Des propositions concrètes ont été avancées, dont la mise en place d'un cadre fiscal mondial plus transparent, l'appui aux administrations fiscales nationales, et une coopération renforcée en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

Un appel à la solidarité et l'innovation

Enfin, un accent particulier a été mis sur la mobilisation du secteur privé, le développement de nouveaux instruments financiers innovants et le financement climatique. La conférence a appelé les pays développés à respecter leurs engagements financiers vis-à-vis des pays du Sud, notamment les 100 milliards de dollars annuels promis pour l'action climatique. *« Cette conférence n'est pas une affaire de charité. Il s'agit de rétablir la justice et de garantir à chacun la possibilité de vivre dans la dignité. Ce n'est pas une question d'argent mais un investissement dans l'avenir que nous souhaitons construire ensemble »*, a martelé le chef de l'Organisation des Nations unies.

Un texte intitulé « Engagement de Séville » qui comprend plus de 130 mesures concrètes a été adopté lors de la session inaugurale de cette conférence afin de permettre de réorienter les investissements vers les pays les plus vulnérables.

Cette quatrième conférence s'inscrit dans la continuité du Sommet de l'avenir tenu à New York, en septembre 2024, où les Etats membres avaient adopté un pacte pour l'avenir visant à renouveler le multilatéralisme et à renforcer la coopération mondiale. Elle marque ainsi une nouvelle étape dans la mise en œuvre concrète de cet engagement, en recentrant l'attention sur les moyens financiers indispensables à la réalisation des objectifs de développement durable.

Jean Pascal Mongo-Slyhm (Stagiaire)

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

Musée du Bassin du Congo

PRÉSENTE

LA RUMBA CONGOLAISE
PATRIMOINE IMMATÉRIEL ET CULTUREL DE L'HUMANITÉ

UNE EXPOSITION VENTE
des œuvres de l'artiste peintre
Bonide Miekoutima

Du 21 juin au 21 août 2025

Dans l'enceinte des Dépêches

Contact :
+242 06 666 7065
+242 05 396 3535

Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

Eni lance son premier agri-hub en République du Congo

En présence du Président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, et d'une délégation de dirigeants d'Eni conduite par Guido Brusco, Directeur des opérations des ressources naturelles globales et Directeur général d'Eni, l'entreprise a inauguré le 28 juin à Loudima, dans le centre-sud de la République du Congo, la première usine d'extraction d'huile végétale du pays. L'initiative marque le début de la production d'huile végétale à l'échelle industrielle pour le bioraffinage.

La production sera destinée aux bioraffineries d'Enilive, où elle sera transformée en biocarburant, contribuant ainsi à la décarbonation des secteurs des transports, dans le cadre de la stratégie de mobilité durable d'Eni.

Avec le lancement de l'Agri-Hub de Loudima, le pays joue désormais un rôle actif dans la chaîne de production des biocarburants, en ligne avec la trajectoire stratégique d'Eni visant à atteindre la neutralité carbone pour ses produits et procédés d'ici 2050.

Doté d'une capacité annuelle de 30 000 tonnes d'huile végétale, l'Agri-Hub de Loudima sera approvisionné par des cultures oléagineuses cultivées sur des terres dégradées ou sous-utilisées, ou issues de systèmes de cultures intercalaires, dans le cadre d'un projet novateur d'agriculture régénératrice élaboré en collaboration avec les acteurs locaux.

Les huiles végétales produites au Congo sont certifiées selon les normes les plus rigoureuses établies par la Directive européenne sur les énergies renouvelables (RED), garantissant ainsi la traçabilité, la durabilité des processus de production, et le respect de la biodiversité, des droits humains et des conditions de travail.

Ce projet représente une opportunité majeure de développement pour le secteur agro-industriel congolais.

Eni soutient la structuration de la chaîne de valeur agroalimentaire locale en fournissant des services de mécanisation avancés et des semences améliorées. Environ 200 nouvelles machines agricoles seront mobilisées dans le cadre du projet, dont la moitié a déjà été importée et est utilisée dans la campagne agricole en cours.

En parallèle des programmes de formation destinés aux agriculteurs, cette initiative favorisera la création de compétences spécialisées en mécanisation, logistique et procédés industriels, impliquant environ 400 opérateurs de tracteurs.

Ces dynamiques contribueront de manière significative à la relance du secteur agricole national et au développement socio-économique des zones rurales.

L'Agri-Hub de Loudima produira également des protéines végétales destinées à l'alimentation du bétail, ouvrant de nouvelles perspectives pour le secteur agroalimentaire et renforçant la sécurité alimentaire.

Cette initiative s'inscrit dans le prolongement des actions menées par Eni en faveur de la transition énergétique en République du Congo, notamment à travers le programme de fourneaux améliorés, qui permet de réduire la pollution domestique et la consommation non durable de biomasse, tout en améliorant la qualité de vie des communautés concernées.

À ce jour, ce programme a déjà bénéficié à plus de 300 000 personnes.

Présente en République du Congo depuis 1968, Eni est aujourd'hui la seule entreprise engagée dans le développement des importantes ressources gazières du pays. Elle fournit notamment du gaz à la Centrale Électrique du Congo (CEC), qui assure environ 70 % de la production nationale d'électricité.

En 2023, Eni a également inauguré le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et soutient de nombreux projets visant à améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé, ainsi que la diversification économique du pays.

RESTITUTION DE LA MISSION DE WASHINGTON

Félix Tshisekedi félicite les artisans de l'Accord de paix RDC-Rwanda

De retour de Washington où elle a signé, au nom de la République, l'Accord de paix entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, la ministre d'État aux Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba, ainsi que les experts de la présidence ayant pris part aux négociations, ont été reçus, le 30 juin au Palais présidentiel du Mont Ngaliema, à Kinshasa, pour faire la restitution de leur mission.

Le président Félix Tshisekedi recevant la copie originale de l'Accord de paix/DR

D'entrée de jeu, la ministre Thérèse Kayikwamba a remis au président Félix Tshisekedi la copie originale de l'Accord de paix, accompagnée d'une lettre officielle de son homologue américain, Donald Trump. Le contenu de cette correspondance n'a pas été rendu public. Toutefois, la ministre a laissé entendre qu'elle concernait le sommet des chefs d'État que le président Trump envisage d'organiser à Washington, dans la continuité de l'Accord de paix.

Recevant la délégation, le chef de l'État a salué le travail accompli. *« Nous avons passé en revue cette journée du 27 juin et nous nous sommes projetés vers l'avenir avec des priorités stratégiques : garantir l'exécution de l'accord et honorer nos engagements, tout en veillant à ce que les autres signataires, notamment le Rwanda, fassent de même »,* a confié Thérèse Kayikwamba à l'issue de l'audience.

Concernant les prochaines étapes, elle a indiqué que le président Tshisekedi, principal artisan de cet accord, mettra en place une équipe dédiée à son suivi. Quant au sommet international annoncé par Donald Trump, il est prévu pour octobre prochain.

Outre la ministre d'État, la délégation comprenait notamment le directeur de cabinet adjoint du chef de l'Etat, André Wameso; l'envoyé spécial Patrick Luabeya, le Haut représentant du chef de l'État, Sumbu Sita; le général-major Augustin Mamba; l'ambassadeur Zenon Mukongo et l'expert Jean-Claude Kabongo.

Sylvain Andema

Washington relance la paix, l'Afrique des Grands Lacs retient son souffle

Alors que plus de 6,7 millions de Congolais vivent déplacés, un accord de paix inédit négocié par les États-Unis entre Kinshasa et Kigali suscite un espoir prudent. Entre diplomatie de crise, calculs stratégiques et pressions humanitaires, la région joue gros.

Un accord de paix signé le 27 juin à Washington entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ravive l'espoir dans une région marquée par des décennies de conflits. Depuis la résurgence du M23 en 2021, plus de 6,7 millions de personnes ont été déplacées en RDC, selon les Nations unies. Les affrontements ont fait plus de 3 000 morts en 2024 et plongé des centaines de milliers de civils dans l'exil ou la précarité extrême. *« Ce conflit a causé d'immenses souffrances, notamment aux femmes et aux enfants »,* déplore Harold Acemah, ex-diplomate ougandais.

Une paix sous condition

L'accord prévoit un cessez-le-feu, le désarmement des groupes armés, notamment les FDLR, et la reconnaissance de l'intégrité territoriale congolaise. Il inclut également des engagements en faveur du retour sécurisé des réfugiés, y compris les Kinyarwandophones historiquement marginalisés. *« Tous les pays de la région doivent soutenir la mise en œuvre »*, insiste Harold Acemah.

Les États-Unis en médiateurs stratégiques

Ce retour diplomatique de Washington dans les Grands Lacs illustre une volonté de reprendre la main face à l'influence croissante de la Chine et de la Russie. Les enjeux sont à la fois sécuritaires et économiques : trafic d'armes, minerais stratégiques (coltan, cobalt) et routes commerciales critiques pour les chaînes d'approvisionnement mondiales. *« L'implication américaine donne du poids à l'accord, mais sa pérennité dépendra du suivi sur le terrain »*, note un diplomate régional.

Optimisme prudent, terrain incertain

Sur le terrain, les acteurs humanitaires saluent l'initiative, mais avec prudence. Stephan Goetghebuer, de Médecins sans frontières, souligne que la paix est indispensable pour garantir l'accès aux soins et réduire les violences sexuelles endémiques. Mais sans changement rapide, « il est trop tôt pour juger ». Même réserve chez le politologue Buchanan Ismael à Kigali, qui rappelle l'échec des précédents processus de Luanda, Nairobi ou Doha : « Sans mesures concrètes, nous en reparlerons dans six mois ».

Une opportunité géopolitique fragile

La portée de l'accord dépasse le seul axe Kinshasa-Kigali. L'Ouganda, le Burundi et la Tanzanie, affectés par les vagues de réfugiés, ont aussi un intérêt stratégique à stabiliser la région. Toutefois, sans un mécanisme robuste de surveillance, de sanctions et un engagement de l'Union africaine, le risque d'enlisement demeure élevé.

Espoir sous surveillance

L'accord de Washington ouvre une fenêtre de désescalade dans l'Est congolais, mais les précédents incitent à la prudence. Pour les diplomates comme les humanitaires, il s'agit d'un test de crédibilité autant pour les signataires que pour leurs partenaires. La stabilité de l'Afrique des Grands Lacs - et l'avenir de millions de civils - en dépend.

« Ce n'est pas seulement une question de paix. C'est une question de souveraineté, de sécurité régionale et de justice pour la population trop longtemps abandonnée », conclut Harold Acemah.

Noël Ndong

BASKETBALL CONGOLAIS

Les membres du Conseil fédéral optent pour la réforme et la formation

La Fédération congolaise de basketball (Fécoket) a tenu, le 28 juin à Brazzaville, la session inaugurale de son Conseil fédéral issu de la dernière assemblée générale élective. Au cours de cette rencontre, les participants ont discuté sur les points liés au développement de ce sport.

Le présidium/Adiac

Les membres du Conseil fédéral sont venus de toutes les ligues départementales de basketball du Congo. Sous l'égide du président de la Fédération, Fabrice Makaya Mateve, ils ont partagé leur enthousiasme à la vision du bureau exécutif fédéral.

Le président de la Fédération a salué l'esprit de faire-play ainsi que l'engagement des participants lors de ces assises. Il a rappelé, par ailleurs, l'ambition du bureau exécutif qui vise à redonner au basketball congolais ses lettres de noblesse. « *Pour ma part, je suis mu par une seule idée, servir le basketball dans un esprit de très grande écoute, de large consensus et de cohésion partagée. Je ne veux pas m'identifier comme l'homme du renouveau mais je refuse d'apparaître comme le président dépourvu d'ambition…* », a-t-il indiqué.

Il a été question, lors de cette session inaugurale, d'officialiser les activités fédérales des membres du Conseil. Ils ont saisi l'occasion pour échanger sur l'examen et l'adoption du plan d'activité quadriennal 2025-2028, le programme d'activité 2025, le budget de la saison en cours puis l'amendement des articles des règlements généraux de compétitions.

Les participants ont aussi évoqué les points sur la formation des athlètes et cadres. La réforme des textes a été également à l'honneur. Ils ont, par exemple, limité le nombre des athlètes étrangers qui pourraient évoluer dans un club et celui des étrangers qui seront autorisés sur le terrain.

Dans son mot de clôture, le directeur des activités sportives, Gin Clor Samba Samba , en présence du représentant du Comité national olympique et sportif congolais, a invité les acteurs à poursuivre le travail.

Rude Ngoma

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE
www.adiac-congo.com

ADIAC TV

TOUTE L'ACTUALITÉ
DU BASSIN DU CONGO

EN VIDÉO

(+242) 06-929-4505

info@adiac.tv

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv

COMMUNE DE COCODY

La Fondation Pro social inter-États assiste les orphelins

En séjour de travail à Abidjan, capitale économique de la République de Côte d'Ivoire, Orcel Bayonga Mbondza, représentant résident de la Fondation Pro social inter-États (PSI), a clôturé le 26 juin sa mission par un acte de solidarité significatif à l'endroit des enfants orphelins du quartier Cocody.

Conforme à sa philosophie d'action sociale directe et solidaire, la Fondation PSI a voulu marquer son séjour de travail en terre ivoirienne par un geste concret. Ainsi, le 25 juin dernier, une donation de kits de première nécessité a été effectuée au bénéfice des orphelinats situés dans la commune de Cocody. Des kits comprenant des médicaments essentiels, des vêtements et des articles de secours.

L'initiative a été accompagnée, le 26 juin, de l'organisation d'une journée de convivialité et de partage baptisée « Journée de réjouissance avec nos enfants orphelins ». Elle a été tenue en présence des équipes de la Fondation, des responsables des orphelinats et des enfants eux-mêmes. *« Nous voulons que chaque enfant orphelin ressente qu'il n'est pas oublié. La Côte d'Ivoire nous accueille avec générosité, et il nous semble juste d'y répondre avec amour »,* a déclaré Orcel Bayonga-Mbondza, ajoutant que cette action s'inscrit dans la mission humanitaire et inclusive de la Fondation PSI.

Orcel Bayonga-Mbondza et les enfants de l'orphelinat du quartier Cocody/Adiac

Durant cette mission, le représentant de la Fondation PSI a eu des échanges fructueux avec les institutions de l'État ivoirien, notamment le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur, autour des procédures d'implantation officielle de cette Fondation dans ce pays.

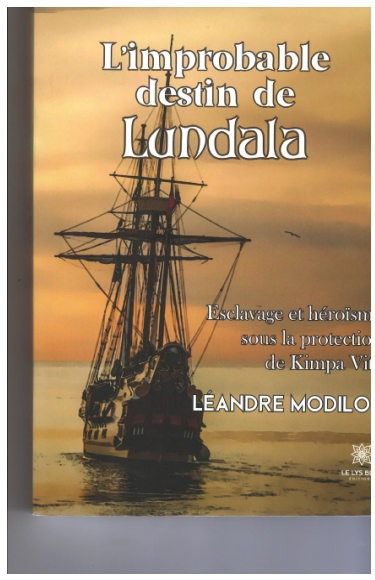
Lauréat du Prix Nuit du Mérite congolais dans le domaine du développement économique, ambassadeur de la paix et de l'environnement, Orcel Bayonga Mbondza a également appelé les institutions publiques, les fondations locales, les entreprises citoyennes et les autorités ivoiriennes à s'impliquer durablement auprès des structures d'accueil, à l'instar de l'orphelinat La main tendue. *« La responsabilité sociale n'est pas un luxe. Elle est un devoir moral pour tous ceux qui ont la capacité d'agir. La jeunesse ivoirienne et africaine mérite notre engagement collectif »;* a-t-il souligné.

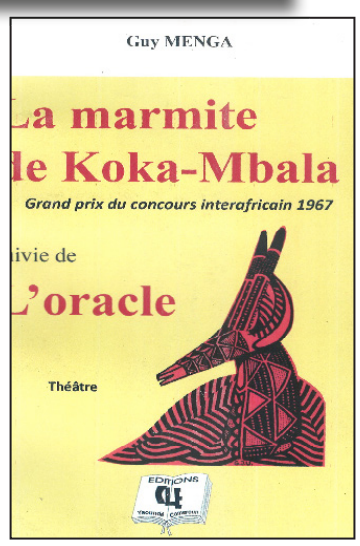
Signalons que La Fondation PSI est une organisation mondiale qui accompagne les projets gouvernementaux dans les domaines de l'environnement, de la santé, de l'éducation et de la formation, ainsi que du développement économique. Elle a pour mission de soutenir les personnes vulnérables, promouvoir l'autonomisation et semer les graines d'un avenir plus juste sur le continent africain.

Hervé Brice Mampouya

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

EN VENTE





LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE CLASSIQUE

AFRICAINE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- ☑ Présentation des ouvrages
- ☑ Conférences-débats
- ☑ Dédicaces
- ☑ Emissions Télévisées
- ☑ Ateliers de lecture et d'écriture

HORAIRES D'OUVERTURE

Du lundi au vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H

Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

PORT DE POINTE-NOIRE

Un investissement de près d'un milliard d'euros annoncé à l'horizon 2027

A l'occasion de la Rencontre des entrepreneurs francophones (REF) qui s'est tenue du 26 au 28 juin, à Brazzaville, Africa Global Logistics (AGL) a annoncé un investissement de près d'un milliard d'euros au port de Pointe-Noire pour la période 2009-2027.

L'événement qui réunissait près de 3000 personnes dans un espace de dialogue et d'échanges visait à stimuler les opportunités et partenariats d'affaires en vue d'accroître les investissements dans un pays tourné vers la diversification de son économie.

Les investissements d'AGL, à travers sa filiale Congo Terminal, ont permis de transformer la plateforme portuaire de Pointe-Noire dans les infrastructures, la formation des équipes et l'acquisition d'équipements de pointe.

Les volumes traités sont ainsi passés de 200 000 EVP en 2009 à plus d'un million en 2022, 2023 et 2024. Pour accompagner la croissance des échanges et renforcer son rôle stratégique, l'entreprise développe un nouveau terminal au Môle Est qui rentrera en service en 2027 et permettra, grâce notamment à un quai de 750m, à une profondeur de 17m d'accueillir les plus grands navires du monde. « *La massification des volumes permettra une meilleure connectivité, des escales plus fréquentes et des coûts réduits. Notre Groupe investit dans le transport routier, dans le transport ferroviaire et dans le transport fluvial, y compris au Congo* », déclarait le président d'AGL, Philippe Labonne, lors de son intervention à la cibquième REF.

L'équipe d'AGL présente à la 5e REF/DR

« La massification des volumes permettra une meilleure connectivité, des escales plus fréquentes et des coûts réduits. Notre Groupe investit dans le transport routier, dans le transport ferroviaire et dans le transport fluvial, y compris au Congo»

D'après lui, le montant total des investissements de son groupe a triplé depuis 2022, ajoutant qu'en 2027, AGL aura investi dans le port de Pointe Noire près d'un milliard d'euros au total.

Philippe Labonne a également indiqué qu'AGL s'est engagé à favoriser le développement du commerce africain, intra africain et entre l'Afrique et le reste du monde. De par son expertise et sa présence dans 47 pays à travers le contient, l'entreprise est capable de structurer et de faciliter l'acheminement et la distribution des produits en Afrique et à travers le monde.

« *En République du Congo, AGL compte trois filiales qui emploient au total près de 1600 collaborateurs sans compter le projet Môle Est qui devrait créer 900 emplois permanents supplémentaires au profit de la jeunesse congolaise pour soutenir davantage la croissance économique du pays et de la sous-région* », a-t-il précisé.

Guy-Gervais Kitina

Trois questions à Karl Ernst Kirchmayer sur le partenariat en République du Congo

Le groupe ASC Impact investit dans des projets agricoles et forestiers durables en Afrique subsaharienne, avec un accent particulier sur des pays comme l'Angola, l'Éthiopie et la République du Congo. Cette entreprise allemande, spécialisée dans la gestion d'investissements durables, vise un impact positif à la fois social, écologique et économique. Entretien.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Comment expliquez-vous votre choix de partenariat avec la République du Congo, et quand a-t-il débuté ?

Karl Ernst Kirchmayer (K.E.K.) : Notre partenariat avec la République du Congo repose sur une vision commune : libérer le potentiel des ressources naturelles grâce à un développement durable et inclusif. Le pays offre une combinaison unique de richesse écologique, de volonté politique et d'une administration fortement engagée – des conditions essentielles pour un impact à long terme. Nos premiers contacts et échanges remontent à 2021. Depuis, nous avons construit une relation de confiance mutuelle qui s'est progressivement transformée en coopération stratégique. Nous sommes convaincus que la République du Congo est particulièrement bien placée pour devenir un modèle de croissance verte en Afrique centrale. Et d'un point de vue personnel, j'aime ce pays et ses habitants. On ressent l'énergie et l'optimisme qui règnent ici, et c'est tout aussi important que les facteurs objectifs.

L.D.B. : En quoi consistent les réunions de travail tripartites à Vienne entre ASC Impact et les ministères des Zones économiques spéciales, de la Diversification économique et de l'Économie forestière ?

K.E.K. : Ces réunions de travail visent à aligner les priorités stratégiques entre le gouvernement congolais et notre groupe d'investissement. Elles portent sur plusieurs axes clés : le développement de zones de reboisement et d'agroforesterie, la structuration de chaînes de valeur du bois durable, ainsi que la création de pôles agro-industriels intégrés dans le cadre des zones économiques spéciales. Ensemble, nous étudions les plans d'utilisation des terres, les cadres juridiques et les modèles de financement, notamment via les crédits carbone. Ces sessions incluent également des acteurs autrichiens des secteurs public et privé, générant des synergies qui renforcent la crédibilité et la faisabilité de nos initiatives communes. C'est un processus véritablement collaboratif. Nous remercions tout particulièrement les ministres Jean-Marc Thystère-Tchicaya et Rosalie Matondo, l'ambassadeur Édith Itoua et toute la délégation congolaise pour leurs efforts considérables et leur excellent travail, qui ont permis de soutenir nos projets et d'attirer ces investissements vers la République du Congo.

L.D.B. : Quelle est la date cible pour constater les premiers résultats de votre partenariat en République du Congo ?

K.E.K. : Nous sommes déjà dans la phase de mise en œuvre sur plusieurs sites pilotes. Concrètement, nous attendons les premiers résultats visibles – tels que les hectares reboisés et les emplois créés – d'ici à la fin de l'année 2025. Toutefois, notre approche est résolument tournée vers le long terme. L'impact complet – mesuré en développement rural, revenus d'exportation, préservation de la biodiversité et crédits carbone – se déploiera sur les cinq à dix prochaines années. Nous sommes engagés sur la durée et considérons notre rôle à la fois comme investisseur et comme partenaire de la transformation écologique et économique du Congo.

De vienne, Autriche, propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

MONNAIE

La BEAC prévoit d'injecter un nouveau lot de pièces

Trois mois après la mise en circulation d'un premier lot de nouvelles pièces de monnaie, le besoin continue de se faire sentir sur les marchés. Le gouverneur de la Banque centrale, Yvon Sana Bangui, a annoncé, le 30 juin, l'émission d'un nouveau lot de pièces pour pallier la persistance de la pénurie de jetons et lutter contre l'inflation dans la sous-région.

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a promis d'injecter progressivement cette année 500 millions FCFA dans l'ensemble des six pays membres de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac), à savoir le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. Cette opération de la Banque centrale, bien accueillie par la population de la Cémac, comprend des dénominations de 1, 2, 25, 50, 100 et 500 F, incluant également la pièce de 200 FCFA.

Le gouverneur Yvon Sana Bangui a précisé que l'opération se poursuivra, invitant les banques à prélever les pièces pour servir leur clientèle. À ce stade, le niveau de distribution a atteint 37 % du stock disponible. La Banque centrale a mis en place des initiatives, a-t-il expliqué, pour faciliter la circulation de ces pièces. *« À Bangui, par exemple, la direction nationale de la BEAC a instauré une organisation avec un représentant des marchés afin que ces nouvelles pièces de monnaie soient mises à la disposition des commerçants. Des jours de passage sont institués pour permettre aux commerçants de venir faire des échanges et se ravitailler. Le niveau de dissémination est satisfaisant dans l'ensemble. L'opération va se poursuivre, car une quantité importante reste à être distribuée. J'insiste, il y en a encore en quantité industrielle pour toute la sous-région »*, a-t-il assuré, lors de sa traditionnelle conférence de presse suivant le Comité de politique monétaire (CPM) de la BEAC.

Le gouverneur répondant aux médias(visioconférence)/Adiac

Le taux de croissance en repli

A l'issue de cette seconde session ordinaire du CPM 2025, le gouverneur de la Banque centrale, qui a assuré également la présidence statutaire du comité, a fait le point sur la situation économique de la sous-région et les perspectives macroéconomiques affectées par les activités au niveau mondial. La BEAC table cette année sur une croissance économique du produit intérieur brut (PIB) de 2,4%, en recul par rapport à 2024 à la même période (2,9 %). Ce repli est lié au recul de la production pétrolière (-2,7 %, après -0,8 % en 2024), malgré un secteur non pétrolier robuste (3,5 % en 2025, contre 3.6% en 2024). Elle note une poursuite de la baisse de l'inflation qui reviendrait autour de 2,8% en moyenne annuelle en 2025, contre 4,1% en 2024.

Le CPM a également observé une légère détérioration du solde budgétaire, base engagements, hors dons, de -1,1% du PIB en 2024 à -1,2 % du PIB en 2025; une dégradation du solde du compte courant, dons officiels compris, à -4,4 % du PIB, contre -1.4 % du PIB en 2024, sous l'effet de la baisse des cours internationaux du pétrole ; contre un accroissement de la masse monétaire de 10,7 % à 23 209,5 milliards. Le niveau des réserves de change connaît un repli de 3,2 %, à 7 063,2 milliards au 31 décembre 2025, correspondant à un taux de couverture extérieure de la monnaie de 72,7 %, après 74,9 % à fin 2024 et un niveau des réserves en mois d'importations de biens et services à 4,51 contre 4,67 en 2024.

Le comité, enfin, a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt des appels d'offres à 4,50 9% ; le taux de la facilité de prêt marginal à 6,00 % ; le taux de la facilité de dépôt à 0,00 % ; et les coefficients des réserves obligatoires à 7.00 % sur les exigibilités à vue et 4,50 % sur les exigibilités à terme.

Fiacre Kombo

TOURNOI DE L'INDÉPENDANCE D'ANGOLA DE KARATÉ

Le Congo termine sur le podium

Le tournoi de l'indépendance de l'Angola de karaté auquel ont participé les Diables rouges s'est achevé le 30 juin 2025, à Luanda. Ils ont occupé la troisième place au classement général avec trois médailles dont une en argent et deux en bronze.

Le Congo a été classé derrière le Maroc qui a obtenu quatre médailles dont trois en or et une en bronze; et l'Angola, une en or, trois en argent et une en bronze. Il a confirmé tout le bien qu'on pensait de lui en termed de performance. L'ambition de faire le podium a toujours été sa marque de fabrique.

La compétition a réuni près de 104 athlètes venus de plusieurs pays invités par l'Angola, notamment le Maroc, la République dominicaine, la République démocratique du Congo, le Congo, l'Afrique du Sud, la Zambie, le Botswana et la Namibie. Le Congo a aligné une équipe de dix athlètes.

Les Congolais ont remporté la médaille d'argent au kumité féminin par équipe des moins de 51 Kg seniors. L'équipe était composée de Railie Ruth Itoua Bomeyouya, Abigail Ida Vinie Mbemba Baboutila, Mathurina Juliette Malanda et Bitina Divine Sedimossi. Les Marocains ont glané la médaille en or et les Angolais celle en bronze.

L'équipe masculine de Kumité des moins de 61 kg seniors composée d'Héritier Slon Ngouoba Mendele, Abraham Sagesse Bikoka, David Kamba Sata, Fredy Gustani Ampha et Aimé Ken Prince Diabakarissa Nkouka n'a pas pu faire mieux que de terminer au pied du podium.

La deuxième médaille en bronze des Diables rouges a été remportée par Abigail Ida Vinie Mbemba Baboutila. Elle s'est classée troisième en individuelle derrière Elhayti Chaimae du Maroc et François Elisa d'Angola.

James Golden Eloué

Le Congo sur le podium/DR